



Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 17

CT2017/12/19-19

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2017 À 20H

Délibération CT2017/12/19-19 – Délégation permanente de l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Vaujours en application de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 13 décembre 2017

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, Place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BORDES Roselyne, BOURICHA Fayçale (pouvoir à DELORMEAU Christine), BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CALVEAU Michèle, DALLIER Philippe, EPINARD Serge (pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (pouvoir à LE TALLEC Bernard), FAUCONNET Jean-Paul, GRANDIN Gaëtan (pouvoir à ROY Patrice), HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MAGE Pierre-Etienne (pouvoir à PIETRASZEWSKI Jean-Jacques), MAHEAS Jacques (pouvoir à MALJEAN Jean-Pierre), MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), PELLISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, SARDA Patrick (pouvoir à COPPI Katia), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Michel (pouvoir à MARTINS Marylise), THIBAUT Magalie, TORO Ludovic (pouvoir à TEULET Michel)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Hélène CALMEJANE

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté, et en particulier son article 102,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9, qui précise, d'une part que « *le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption, ainsi que le droit de priorité, dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme* » et, d'autre part, qu' « *il peut également déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement* »,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.211-2, dans sa rédaction issue de la loi précitée du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui prévoit que « *la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'un établissement public territorial créé en application de l'article L. 5219-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain* »,

VU la délibération n°CT2017/02/28-09 en date du 28 février 2017 par laquelle le Conseil de territoire a donné délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, dont l'EPT est titulaire ou délégataire en application du Code de l'urbanisme sur l'ensemble des territoires où il est institué, sauf dans les périmètres sur lesquels des délégations permanentes ont été consenties par les communes avant le transfert de la compétence droit de préemption urbain à l'EPT, ainsi que pour déléguer lui-même l'exercice de ces droits,

VU la délibération CT2017/12/19-17 du Conseil de territoire approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours,

VU la délibération CT2017/12/19-18 du Conseil de territoire étendant le droit de préemption au territoire de la commune de Vaujours,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Territorial est, depuis l'entrée en vigueur, le 29 janvier 2017, de la loi relative à l'Egalité et à la Citoyenneté, compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Territorial peut déléguer le droit de préemption et le droit de priorité aux personnes mentionnées à l'article L 213-3 du code de l'urbanisme, et notamment aux communes, pour les missions qui leur sont conférées, et que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées,

CONSIDERANT l'intérêt de déléguer de façon permanente l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Vaujours sur plusieurs parties des zones sur lesquelles est institué le droit de préemption urbain, de façon à permettre la continuité des actions qu'elle a engagées et la mise en œuvre de projets relevant de sa compétence,

CONSIDERANT qu'en application de l'article 55 de la loi SRU, la ville de Vaujours entame, conformément au renforcement des obligations de production de logement social, une période triennale 2017-2019 avec un objectif, fixé par les services de l'Etat, de réalisation de 100 logements sociaux avec au moins 30 % de PLAI,

CONSIDERANT que la ville de Vaujours, au 1^{er} janvier 2016, a atteint le taux de 14,40 % de logements sociaux alors que la loi SRU impose un minimum légal de 25 % de réalisation de logements sociaux,

CONSIDERANT que la délégation du droit de préemption à la commune de Vaujours sur les zones définies ci-dessous et représentées sur le plan annexé à la présente délibération permettra en particulier à la commune de Vaujours de mettre en œuvre les projets et actions nécessaires pour atteindre ces objectifs,

CONSIDERANT qu'il convient au préalable d'abroger la délégation consentie au Président sur ces zones,

Après en avoir délibéré,

- **71 votants**
- **1 abstention**
- **70 pour**

ARTICLE 1 : DECIDE d'abroger la délégation consentie au Président par la délibération CT2017/02/28-09 du 28 février 2017 pour l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, sur zones de la commune de Vaujours définies ci-dessous et représentées sur le plan annexé à la présente délibération :

- UA
- UD
- UG

ARTICLE 2 : DECIDE de déléguer à la commune de Vaujours l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, sur les zones mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3 : DIT que la délégation consentie au Président par la délibération n° CT2017/02/28-09 du 28 février 2017 demeure applicable sur l'ensemble des secteurs de la commune de Vaujours sur lesquels est institué le droit de préemption urbain, en dehors des zones mentionnées à l'article 1.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 19/12/2017.

Le Président,



Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent acte le :

- Transmis en Préfecture le : 27 DEC. 2017
- Affiché à l'EPT le : 27 DEC. 2017
- Publié le :

Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

<p>Unica de zana</p> <p>Engajament internel</p> <p>Empoia total Client</p> <p>Empoia vort propriu</p> <p>Adresă permanentă</p> <p>Alimentare dintr-un proiect</p> <p>Clasament 360</p> <p>Zone de muncă</p> <p>Normala de lucru</p> <p>Industria de servicii</p>	<p>Unica de zana</p> <p>Engajament internel</p> <p>Empoia total Client</p> <p>Empoia vort propriu</p> <p>Adresă permanentă</p> <p>Alimentare dintr-un proiect</p> <p>Clasament 360</p> <p>Zone de muncă</p> <p>Normala de lucru</p> <p>Industria de servicii</p>
--	--

